

le dossier

Le Prix Solidarité pour le Dr Mukwege

Pour tenter d'arrêter cette « inhumanité du XXI^e siècle » qu'est le viol massif des femmes du Kivu, l'hôpital St-Pierre honore l'homme qui les répare.

Le 16 octobre prochain, l'hôpital St Pierre, associé à l'ONG Médecins du Monde, décernera pour la première fois le Prix Solidarité. Le lauréat est déjà connu : il s'agit du docteur Mukwege, ce médecin congolais qui, au Sud-Kivu, répare les femmes qui ont été déchirées par les viols brutaux qui leur sont imposés.

En 20 ans, ce sont plus de 500.000 femmes qui ont été méthodiquement violées avec la plus grande brutalité dans l'est du Congo, pour blesser à mort la population vivant dans la région, de façon à ce qu'elle laisse la place aux creuseurs et trafiquants de coltan, de cassitérite et d'or.

« *A la base de ce prix, explique le Dr Patrick Van Alphen, qui en est le coordinateur, il y avait la volonté de voir le Centre hospitalier universitaire St-Pierre, un hôpital laïc, public et fédéral, soutenir un projet, mais aussi une problématique, en distinguant une personne. Le travail du Dr Mukwege est exceptionnel et nous voulions*

surtout éviter de tomber dans le domaine de la charité. Nous lançons donc une campagne de récolte de fonds, mais aussi d'information du public. Car il ne sert finalement pas à grand-chose de réparer ces femmes si c'est pour qu'elles soient ensuite à nouveau victimes des mêmes violences barbares. En remettant ce prix, nous voulons sauver le plus possible de femmes et de fillettes victimes du viol de masse, mais aussi tenter de combattre la cause de ce génocide, pratiqué pour faciliter le pillage des ressources minières utiles à notre progrès informatique ! »

Le Dr Mukwege a déjà au sein du CHU St-Pierre un partenaire fidèle et engagé : le professeur Guy-Bernard Cadière, chef du service de chirurgie digestive, qui veille à transférer au Congo les techniques laparoscopiques améliorant la qualité des soins, tout en médiatisant le combat humanitaire de son collègue congolais.

Parce qu'il n'est pas question de laisser faire ces horreurs sans réagir, sans essayer de trouver des

pistes de solution, *Le Soir* a décidé de soutenir ce prix : pendant cinq semaines, nous publierons chaque mardi une page sur cette thématique. Des reportages, des articles de réflexion, des pistes pour agir en tant que consommateurs-acquéreurs. Pour informer nos lecteurs, et pour que ceux qui le souhaitent puissent contribuer financièrement afin de donner au Dr Mukwege les moyens de soigner les corps et les âmes de ces femmes, pour qu'elles puissent sortir de ce statut de victimes et redevenir actrices de leur destin et de celui de leur pays.

Pour en savoir plus sur ce prix, rendez-vous sur le site www.prix-solidarite.be. Vous pourrez y acquérir une sérigraphie de Kroll, Geluck ou Vadot ou faire un don. Et le 16 octobre, le prix sera remis au Dr Mukwege lors d'une soirée de gala dans la salle gothique de l'hôtel de ville de Bruxelles en présence de célébrités belges qui « mouilleront leur maillot » pour la rendre exceptionnelle. ■

VÉRONIQUE KIESEL

victimes Enlevées, violées, les femmes de Kaniola n'ont rien oublié

KANIOLA

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

Elles n'oublieront jamais... Tout au bout de la piste, à l'orée du village, les femmes de Kaniola se sont cotisées, à raison d'un dollar chacune, pour édifier un mausolée, petite butte de briques surplombant une crypte tapissée de noms et de photos. Sitôt qu'arrive des visiteurs – dont Thierry Michel, qui réalise un film sur le Dr Mukwege –, elles se regroupent en cortège, se rassemblent sur les marches et chantent en regardant fixement les noms des victimes.

Le curé de Kaniola, l'abbé Bisimwa, ne se fait pas prier pour traduire la mélodie : « *Par ce chant, les femmes racontent comment elles ont été massacrées, emportées dans la forêt, utilisées comme esclaves sexuelles...* » A côté des morts, les noms de 4.000 femmes victimes de viols s'inscrivent en lettres de sang sur la brique chaulée.

Montrant la forêt dense qui ferme l'horizon et la barre des montagnes, les femmes expliquent que, durant des années, les Hutus venus du Rwanda étaient installés là-bas, dans des repaires inexpugnables, d'où ils menaient des expéditions meurtrières vers les villages voisins, pour voler les récoltes, emporter le bétail (16.000 vaches ont ainsi disparu...) et surtout faire régner la terreur par le viol, le meurtre, les enlèvements... « *Dans le village, ils choisissaient des filles et les emmenaient en forêt, comme*

“épouses” » – comme esclaves sexuelles, traduit l'abbé. « *Voici trois semaines encore, trois femmes, qui avaient été captives durant sept années, sont revenues au village avec leurs enfants.* »

Certaines femmes ne sont jamais rentrées au village, préférant vivre à Bukavu dans l'anonymat

Alors que leurs voisines chantent, marchent, expriment leurs craintes et leurs désirs, ces trois filles-là, un peu à l'écart du groupe, gardent le regard apeuré, elles dissimulent leur bébé dans les plis de leur pagne et refusent le contact. Le curé soupire : « *Nous avons ici 32 enfants nés du viol, ils campent dans un hangar près de l'école. Personne ne veut les aider, la communauté les rejette car leur seule présence rappelle des souvenirs atroces. On les appelle les “enfants du serpent”, car ils sont les fils des violeurs. Bien souvent, lorsqu'un homme du village accepte d'épouser une femme qui a été retenue dans la forêt, il exige qu'elle abandonne un enfant qui rappelle trop de souvenirs...* »

Au cours des dernières années, certes, la situation s'est améliorée : la plupart des Hutus rwandais ont été chassés de la forêt, moins par l'armée que par des milices congolaises, les Raïa Mutomboki, et les Casques bleus de la Monusco ont établi une base à proximité. La plupart des femmes assurent qu'à Panzi, le Dr Mukwege et son

équipe leur ont prodigué des soins médicaux gratuits et que beaucoup d'entre elles, qui souffraient de fistule, ont pu séjourner à l'hôpital jusqu'à guérison complète.

Mais certaines femmes ne sont jamais rentrées au village, préférant vivre à Bukavu dans l'anonymat et une relative sécurité ; d'autres ont utilisé le petit pécule

que leur ont distribué des ONG locales (35 dollars...) pour relancer leurs activités et la plupart assurent qu'à part les soins médicaux, elles n'ont jamais rien reçu, n'ont été ni aidées matériellement ni indemnisées après le viol et les tortures sexuelles. Pire encore, certaines familles sont toujours endettées car il est arrivé que les ravisseurs, pour accepter de libérer la fille enlevée, exigent une rançon de 200 dollars, une somme que les parents n'ont pas fini de rembourser à leurs voisins.

L'épouse du Mwami de Ngweshe, (le chef traditionnel de Kaniola), M^{me} Makanba, qui a elle-même vécu cachée durant ces années de terreur et a dû accoucher en brousse, confirme que, « *si le pire est passé, les séquelles persistent : la peur est toujours là, les enfants nés du viol et les orphelins sont nombreux, les paysans sont ruinés. Bukavu est surpeuplée à cause de l'exode des paysans. Et depuis que la Monusco a créé un camp de transit pour les Hutus, tous les cauchemars sont revenus...* » ■

COLETTE BRAECKMAN

camps Bourr

eaux et victimes côte à côte

WALUNGU (SUD KIVU)

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

Pour être certain de nous rencontrer, Donatien, porte-parole de la « nouvelle société civile », a manqué la messe du dimanche.

Dès l'aube, alors qu'au cœur des collines du Bushi, épice de violence, Walungu dort encore, il tient à nous apostropher : « Lorsque les Nations unies ont décidé d'installer ici les ex-combattants hutus, au cœur même de cette région où ils ont commis tant de crimes, nous avons voulu barrer la route, élever des barricades. Un jour, nous brûlerons ce camp, nous forcerons ces gens à partir, à rentrer chez eux, au Rwanda... »

« Des installations "quatre étoiles" attendent ces gens à Kisangani, mais ils refusent de s'y rendre »

UN RESPONSABLE DE L'ONU

Autour de lui, les villageois assurent avoir reconnu, parmi les femmes se trouvant dans le camp, une fille enlevée voici sept ans et qui est devenue « l'épouse » ou l'otage d'un militaire hutu qui lui a fait deux enfants.

Donatien précise : « Cette fille de notre village, Marie, fait désormais partie de ceux que la Monusco appelle les "dépendants..." » Le seul fait de savoir que des ex-rebelles hutus, arrivés au Kivu au lendemain du génocide au Rwanda

en 1994 et qui ont commis les pires atrocités à l'encontre des civils congolais, sont aujourd'hui cantonnés dans un camp surveillé

par des Casques bleus égyptiens suffit à réveiller craintes et cauchemars. Malgré la double rangée de barbelés, les villageois redoutent des évasions, des vengeances...

Cependant, lorsqu'après avoir dû surmonter une cascade de refus successifs, le cinéaste Thierry Michel et moi pénétrons dans ce petit campement ceint de barbelés, nous avons du mal à comprendre la peur qu'inspirent encore ces 83 ex-combattants entourés de quelque 220 femmes et enfants, qui campent sous des bâches blanches, cuisinent sur des pierres et semblent être dans un état physique déplorable.

Dimanche oblige, tout le monde est à l'office ou à la messe : sous des tentes légèrement surélevées, la foule répond en chœur aux prières des officiants. Des calendriers onusiens, découpés en fines lamelles, ont été transformés en guirlandes de fortune ou plantés dans des pots pour rappeler les bouquets de fleurs qui, au pays, ornent les autels.

« Ce dénuement est délibéré », reconnaissent les responsables des Nations unies : « Ici, il n'y a pas d'école, pas de matériel de cuisine, peu de sanitaires. Comme Walungu n'est qu'un camp de transit, avec un équipement minimal, des installations "quatre étoiles" attendent ces gens à Kisangani, mais ils refusent de s'y rendre. »

Alors qu'un homme, qui se fait appeler « Chance », réussit à nous dire que lui, il serait d'accord pour être ramené à Gisenyi au Rwanda, dont il est originaire, l'un de ses supérieurs lui coupe la parole :

« Certes, nous nous sommes rendus volontairement, nous avons déposé les armes. Mais nous refusons d'être déplacés à Kisangani, dans l'Equateur ou dans un pays tiers. C'est au Rwanda que nous voulons aller, mais après un "dialogue politique" avec le régime de Kagame. » Faut-il rappeler que les autorités rwandaises refusent catégoriquement toute perspective de dialogue avec les « génocidaires » ?

Comme s'il répétait une leçon bien apprise, le major Joseph Birindiro confirme que les FDLR (Forces démocratiques pour la libération du Rwanda) représentent toujours un mouvement structuré, répondant aux ordres d'une hiérarchie politique : « Nos chefs se trouvent en Europe, entre autres en Allemagne, et nous exécutons leurs ordres... »

Autrement dit, le plan de désarmement volontaire des ex-rebelles hutus, mis en œuvre par la Monusco, s'avère être un échec sur le terrain et ces réfugiés indésirables, dont la seule présence réveille tous les traumatismes des victimes congolaises, se trouvent déjà depuis trois mois à Walungu, alors que leur transit n'aurait dû durer que quelques jours...

« Ces gens ne répondront jamais des crimes commis au Congo, dénonce Donatien, et c'est de justice que nous avons réussi à dissuader l'ONU d'acheter des terres afin de réinstaller définitivement ces gens chez nous... Vingt ans après, c'est toujours le Congo qui subit les séquelles du génocide au Rwanda... » ■

C.B.